

« Les ONG ont sauvé l'honneur de l'Europe en Méditerranée »

L'ex-directeur de l'Ofpra Pascal Brice estime que l'instrumentalisation de l'immigration mène « à l'abîme »

ENTRETIEN

Pascal Brice a été directeur, de 2012 à 2018, de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), l'organisme qui gère en France les demandes d'asile. Défenseur d'un « devoir d'humanité » dans une Europe en crise, ce proche d'Emmanuel Macron plaide pour que la question migratoire ne soit pas instrumentalisée à des fins électorales.

Début avril, Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, a suscité une vive polémique en accusant les ONG qui viennent au secours des migrants en Méditerranée de se montrer « complices » des passeurs. Comprenez-vous ce genre de déclarations ?

Nous retiendrons au contraire que ces ONG ont sauvé l'honneur de l'Europe en Méditerranée. Il faut que les États et l'Union européenne (UE) assument pleinement leurs obligations d'accueil et de protection. C'est la meilleure manière d'assécher les passeurs. Et, à ce moment-là, les États pourront faire la leçon aux ONG.

En Méditerranée centrale, justement, l'Europe a retiré ses moyens de sauvetage pour laisser la main aux garde-côtes libyens. Est-ce la fin de l'asile en Europe ?

C'est un constat d'échec et de faillite. Tout au long de cette crise de l'asile, depuis 2014, l'Europe a été incapable d'apporter une réponse coordonnée. Ses failles sont béantes. A l'Ofpra, nous avons voulu apporter des solutions, car elles existent.

« J'appelle à la constitution d'une agence de l'asile au niveau français qui sorte du giron exclusif du ministère de l'Intérieur »

Nous avons conduit des missions de protection dans les ports européens mais aussi en Afrique ou au Proche-Orient, de manière que les personnes qui relèvent du droit d'asile puissent être accueillies sans avoir à s'engager dans ces terribles traversées.

Vous critiquez souvent ceux qui agitent le risque d'un « appel d'air ». Qui sont-ils ?

L'idée consistant à dire qu'il faudrait détériorer les conditions d'accueil pour éviter que les personnes viennent est très présente dans la culture administrative et politique, comme une sorte d'atavisme que j'ai combattu. C'est non seulement indigne, mais ça n'a jamais empêché qui que ce soit de venir en France. En outre, cela ajoute au désordre et fabrique du rejet.

Le discours d'Emmanuel Macron sur l'immigration à Orléans en 2017 est une feuille de route claire : il faut prendre en charge bien et vite toute personne sur le territoire national. Mais le système tel qu'il fonctionne aujourd'hui ne permet pas de le faire. La même autorité politique et administrative, le ministère de l'Intérieur, est chargée à la fois de

restrictive depuis des décennies – et de la politique de l'asile. Cela se fait régulièrement au détriment de la politique de l'asile.

Jusqu'en 2016, le ministère de l'Intérieur a totalement accepté l'indépendance de l'Ofpra. Par la suite, une tension structurelle est apparue. J'appelle de mes vœux à la constitution d'une agence de l'asile au niveau français qui sorte du giron exclusif du ministère de l'Intérieur. Il faut rouvrir la gouvernance de l'asile, non seulement à d'autres ministères, sociaux par exemple, mais aussi au ministère des affaires étrangères, aux acteurs de la société, aux élus, aux territoires.

M. Macron a fait de l'immigration un élément du grand débat national. Braconne-t-il à droite ?

Je ne cherche plus à sonder les cœurs des responsables politiques, même quand j'ai de l'amitié et du respect pour eux. S'agissant du grand débat, il semble que les Français ne se lèvent pas tous les matins en se demandant s'il y a trop d'étrangers en France. En revanche, faire comme si la question ne se posait pas dans ces moments de tensions sociale et identitaire serait aussi une erreur.

Trop longtemps, nous avons connu de la part des pouvoirs publics, en Europe et en France, une attitude qui relevait soit de l'évitement, soit de provocations. Cela fait des dizaines d'années qu'on est dans l'instrumentalisation et je considère que ça nous mène à l'abîme. Nous sommes capables collectivement d'avoir un droit d'asile digne, juste et réellement appliqué. Je souhaite aussi que le

monde du travail s'empare de la question de la migration économique légale. Cela veut dire l'assumer, parce qu'elle répond à nos besoins, l'organiser, la mettre en œuvre dans la transparence.

Cela peut-il passer par des quotas votés chaque année au Parlement ?

S'il s'agit d'organiser la migration, en concertation avec les partenaires sociaux et dans la transparence démocratique, cela serait un pas utile, dès lors qu'il s'ajouterait au plein respect du droit d'asile et à la prise en compte d'un droit au séjour nouveau pour des situations de détresse humanitaire qui n'en relèvent pas et qui sont aujourd'hui insolubles. Mais faire des quotas en matière d'asile serait totalement inconstitutionnel.

Quelle place la question migratoire occupera-t-elle dans les élections européennes ?

C'est un élément central. A certains égards je le regrette, car la tentation des Européens, dès lors qu'ils ont été incapables de gérer les arrivées, est d'externaliser l'asile, c'est-à-dire de transférer cette responsabilité hors d'Europe. Ce serait indigne et inefficace. Il faut mettre dans le débat européen de véritables solutions :

fonder une agence européenne de l'asile, indépendante et pas sous instruction politique comme cela existe dans d'autres pays ; construire un droit humanitaire complémentaire ; anticiper les réfugiés climatiques ; organiser la migration économique légale.

M. Macron pourrait former une coalition avec le Parti populaire européen, au sein duquel siège Viktor Orban, hostile à l'immigration. Cela vous choquerait-il ?

Je ne vois pas comment on pourrait construire le futur de l'Europe avec un mouvement de cette nature.

L'Europe est bloquée dans l'adoption d'une nouvelle législation sur l'asile, car les États s'opposent sur la réforme de Dublin, qui stipule qu'un réfugié doit demander l'asile dans le premier pays européen qui l'a accueilli. Pourquoi ?

Dublin a fait basculer un pays comme l'Italie à l'extrême droite, parce que cela a alimenté la conviction des Italiens qu'ils avaient été abandonnés. Ce n'est qu'une partie de la réalité puisque, au moment du pic des arrivées sur le continent, ils ont laissé passer les personnes et n'ont pas exercé leur responsabilité. Sans parler de ce qu'il se produit depuis un an avec la fermeture des ports, et qui est inadmissible.

Il y a un autre effet qui m'inquiète. Dans notre pays, un nombre important de demandeurs d'asile stagnent dans les centres d'hébergement puisque la règle de Dublin veut que l'on essaye pendant un an et demi de les renvoyer vers le pays par lequel ils sont entrés en Europe. Cela alimente la confusion, le rejet, et le plus souvent cela ne sert à rien.

Dublin est un poison dont il faut d'urgence sortir. Nous n'obtiendrons un accord européen, notamment avec l'Italie, que si nous sortons de l'ambiguïté. Plus on attend et plus le populisme s'alimente de ces failles de l'Europe. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER FAYE ET JULIA PASCUAL

Combats en Libye, fermeture de l'UE : les migrants dans l'impasse

Le haut-commissaire aux réfugiés de l'ONU demande la mise en place de « couloirs humanitaires » vers l'Europe pour les plus vulnérables

NEW YORK (NATIONS UNIES) -
correspondante

Les affrontements en Libye font planer une menace grandissante sur la situation des nombreux migrants en quête d'Europe et bloqués dans le pays. Depuis l'éruption des combats au sud de Tripoli il y a une semaine, qui opposent les forces du maréchal Khalifa Haftar à celles du gouvernement de Fayez Al-Sarraj, reconnu par la communauté internationale, « les risques pour leur vie augmentent d'heure en heure. Il est urgent de les mettre à l'abri. C'est une question de vie ou de mort », a déclaré le haut-commissaire aux réfugiés (HCR), l'Italien Filippo Grandi, dans un communiqué publié vendredi 12 avril.

Quelque 3 000 migrants reclus dans les centres de détention officiels de la capitale sont exposés à des risques sévères. La grande majorité est susceptible de relever du droit d'asile. Originaires d'Erythrée, de Somalie ou du Soudan, ils sont détenus parce que considérés comme étant en situation irrégulière, dans des conditions qualifiées « d'atroces et d'inadmissibles » par M. Grandi. Le HCR « demande de toute urgence la libération immédiate » de ces personnes et la mise en place de « couloirs humanitaires » pour les plus vulnérables.

« Situation absurde »

« On compte sept centres de détention officiels à Tripoli, résume Hassiba Hadj-Sahraoui, conseillère aux affaires humanitaires de Médecins sans frontières. Tous se situent à une dizaine de kilomètres maximum des combats et l'un

d'eux, à Qasr bin Ghashir, est déjà sous le contrôle des forces d'Haftar. » Le HCR a évacué environ 152 migrants d'un des centres de détention au sud de Tripoli, qui se trouvaient menacés par les combats et privés de nourriture, « mais une partie seulement ont pu être déplacés vers le centre du HCR, qui n'a pas la capacité d'accueillir tout le monde », souligne Hassiba Hadj-Sahraoui. Elle s'inquiète par ailleurs du « risque très important que certains détenus se retrouvent enrôlés de force dans les combats ou recrutés en soutien logistique ».

Le taux de mortalité sur la route de la Méditerranée centrale est passé de 2,6 % en 2017 à 13,8 % en 2019

Les traversées de la Méditerranée centrale vers l'Europe se situent actuellement à un niveau très faible avec 551 arrivées en Italie et 246 à Malte depuis janvier, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), contre près de 25 000 en 2018, plus de 119 000 en 2017 et plus de 180 000 en 2016. Celles-ci sont devenues, dans le même temps, beaucoup plus dangereuses : le taux de mortalité sur la route de la Méditerranée centrale est passé de 2,6 % en 2017 à 13,8 % en 2019. On dénombre 256 morts depuis le début de l'année. Le porte-parole de l'OIM, Flavio Di Giacomo, a fait part au Monde de sa « préoccu-

tion » face à la « diminution des moyens de sauvetage » en mer.

Depuis que la plupart des ONG ont renoncé ou sont empêchées d'opérer en Méditerranée centrale et alors que l'Union européenne (UE) vient de mettre fin aux activités navales de l'opération militaire « Sophia », les Libyens sont les principaux acteurs du sauvetage dans la zone. Financés et équipés par l'UE, et en particulier l'Italie et la France, les gardes-côtes ont intercepté plus de 16 000 migrants depuis 2018. Mercredi, ils ont encore ramené à terre 19 personnes qui se trouvaient en détresse en mer. « On se retrouve dans la situation absurde où l'UE s'est désengagée en se reposant sur les gardes-côtes libyens qui ramènent les migrants dans les centres de détention que tout le monde essaye d'évacuer pour les protéger », s'indigne Hassiba Hadj-Sahraoui.

Tergiversations

Alors que les conditions météorologiques sont plus favorables, l'escalade militaire en Libye pourrait encourager les tentatives de fuite du pays dans lequel le HCR a identifié plus de 670 000 migrants, dont 58 000 relevant d'un besoin de protection internationale. Des Libyens pourraient notamment vouloir prendre la mer. Plus de 9 500 d'entre eux ont déjà été déplacés par les combats.

Jeudi, 73 personnes parties de Tunisie et se déclarant tunisiennes et libyennes ont justement été débarquées sur l'île italienne de Lampedusa après avoir été interceptées par les autorités. Le ministre italien de l'Intérieur d'extrême droite, Matteo Salvini, a aussitôt tweeté : « Au travail pour

leur expulsion. » Depuis l'été 2018, il a interdit l'accès des ports italiens aux navires humanitaires portant secours aux migrants en Méditerranée.

Chaque sauvetage opéré par une ONG occasionne donc une crise diplomatique et des tergiversations de plusieurs jours avant que quelques Etats membres volontaires se mettent d'accord sur une répartition des migrants secourus. Vendredi, un accord était justement en cours d'élaboration pour organiser la prise en charge d'une soixantaine de migrants sauvés le 3 avril au large de la

Libye par le navire Alan Kurdi de l'ONG allemande Sea-Eye.

Tandis que le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, est critiqué depuis qu'il a qualifié les ONG en Méditerranée de « complices » des passeurs, il a annoncé vendredi que la France accueillerait 20 personnes en besoin de protection. « Notre action vis-à-vis des ONG est généreuse et se poursuit », défend une source Place Beauvau. L'Allemagne a aussi fait part de sa bonne volonté.

« La situation en Libye rend absolument nécessaire la mise au point d'un mécanisme de débarquement dans un port sûr, de façon prévisible et en phase avec les conventions internationales, a réagi Flavio Di Giacomo, de l'OIM. Nous avons toujours dit que tous les migrants secourus dans les eaux internationales doivent être ramenés dans un port sûr et la Libye n'en est pas un. » Les divisions de l'Europe sur la question migratoire ne laissent pas entrevoir de solution stable à moyen terme et le contexte électoral la rend plus improbable encore. ■

MARIE BOURREAU
ET JULIA PASCUAL (À PARIS)